

FEMMES ET CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE

QUEL numéro - *What a number?*, c'est ce que vous répondez les téléphonistes québécoises : bilinguisme canadien oblige ! Et, bilingues ou pas, elles devront vous avoir « acheminé » vers votre correspondant en une dizaine de secondes. Et si vous avez oublié si Madame Lagacée se prénomme Gabrielle ou Christine, si elle est inscrite sous nom ou celui de son mari, ou si elle porte les deux, ou encore si elle habite à Pointe-Claire ou Sainte-Anne de Bellevue, vous allongerez les « temps moyen d'acheminement » des appels et réduirez la productivité de la téléphoniste... contrôlée en permanence par l'ordinateur !

Mais *Quel numéro - What a number?* c'est aussi trois ans de travail et 200 témoignages de femmes du secteur tertiaire qui ont permis à Sophie Bissonnette, une réalisatrice québécoise, de produire un film traitant de l'impact des nouvelles technologies sur le travail*. Des grands magasins d'alimentation aux grands bureaux, en passant par les postes, le téléphone et l'hôpital, l'œil de la caméra nous fait voir et ressentir l'impact réel des « puces » dans ces lieux de travail des femmes. Dégradation du climat de travail, surveillance automatisée, contrôle accru de la productivité, etc. Les femmes se sentent devenir une machine, penser (ou plutôt ne pas penser !) et régir comme une machine, même en dehors des heures de travail.

À la délégation du Québec à Paris et au Festival des films de femmes à Créteil, où le film a été projeté en février, et mars 1986 respectivement, il a été largement applaudi par le public français. Non seulement on y trouve beaucoup d'intérêt en terme de contenu, mais le ton est naturel (pas de comédiennes professionnelles,

**“WHAT NUMBER” :
UN FILM DE
SOPHIE BISSONNETTE
DISTRIBUTION :
CINEMA LIBRE
4872 RUE PAPINEAU
MONTREAL QUEBEC
H2J 1V6**

mais presque des comédiennes « naturelles » dans ce film), les « filles » ont beaucoup d'humour et l'on ne s'ennuie pas pendant ce film qui dure tout de même 81 minutes. *Quel numéro* rafraîchit le style documentaire... particulièrement défraîchi en France, selon les cinéastes et cinéphiles présents à la projection de la délégation du Québec à Paris.

La sortie, en France, de ce film québécois sur l'impact des nouvelles technologies fournit l'occasion de faire le point sur ce qui se passe au Québec dans ce domaine, et plus particulièrement en ce qui concerne le travail des femmes dans le tertiaire.

Alors qu'en France, les chercheurs commencent depuis peu à sortir de l'usine (lieu privilégié de la classe ouvrière traditionnelle) pour s'intéresser au secteur tertiaire, donc aux emplois occupés par les femmes, au Québec et en Amérique en général, les femmes semblent avoir un peu mieux réussi à imposer, aux syndicats et à l'Etat, que l'on s'intéresse aussi à leurs conditions de travail. Et, plus récemment, à l'impact des nouvelles technologies sur leurs conditions de travail... et de vie ! En effet, au Québec comme en France, le mouvement des femmes met de plus en plus l'accent sur l'articulation

entre le travail salarié et le travail domestique, ou la vie hors travail en général.

C'est ainsi qu'au Conseil du statut de la femme du Québec notamment, plusieurs recherches ont été produites récemment sur le travail des femmes en général (domestique et salarié) et sur l'impact des nouvelles technologies sur le travail et sur l'emploi des femmes (1). L'Institut de recherche appliquée sur le travail (Montréal) de même que certains groupes de femmes (Action, travail des femmes, etc.) ont aussi produit des recherches sur ce thème (2).

En termes de droit à l'information et de contrôle sur les changements technologiques dans l'entreprise, la situation au Québec est cependant en retard sur celle de la France (avec les lois Auroux) et surtout sur celle des pays de Nord de l'Europe. Aucune protection en matière de changements technologiques : c'est le droit de gérance de l'employeur qui prévaut ! Les syndiqués ont droit à un court préavis, sans plus. Les trois grandes centrales syndicales du Québec, la Centrale des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) ont toutes récemment tenu des colloques ou congrès sur le thème des changements technologiques et tentent d'obtenir plus de protection, sans succès jusqu'ici (3).

Pour leur part, la Fédération des femmes du Québec et plusieurs groupes représentant des non-syndiqués et des femmes essaient d'obtenir que les protections éventuellement négociées couvrent l'ensemble des salariés, et non seulement les syndiqués protégés par une convention collective. C'est d'autant plus important pour les femmes qui, travaillant majoritairement dans le tertiaire, et plus particulièrement dans les banques, les

assurances et les bureaux privés, ne sont généralement pas syndiquées au Québec.

C'est donc une loi qu'on revendiqué les groupes femmes présents aux séances de la Conférence sur la micro-électronique et l'informatique, sous l'égide de laquelle quatre commissions ont travaillé pendant un an et demi pour tenter d'évaluer l'incidence économique, culturelle, linguistique et sociale de la micro-électronique. A l'issue de ces travaux, les 15 et 16 avril 1985, les groupes femmes étaient au nombre des représentants des groupes sociaux concernés par la question (avec les groupes de consommateurs et les trois « partenaires » traditionnels : Etat, syndicats et patronat) (4).

Outre le problème de la « maîtrise » des changements technologiques, se pose celui de l'aménagement du temps de travail qui peut en résulter ou y être associé. Au Québec, bien que l'on ne dispose pas encore de données significatives, à ma connaissance, sur l'articulation entre les deux éléments, certains changements ont été notés. Comme le soulignait la sociologue Céline Saint-Pierre de l'Université du Québec à Montréal (5). On observe parfois des transformations de postes à plein temps en temps partiel, parfois le développement du 3 x 8 et même la création par des femmes de petites entreprises de traitement de textes à domicile. Il s'agirait là non pas de femmes qui n'ont jamais eu d'emploi salarié, mais bien de femmes qui étaient déjà sur le marché du travail et on décidé de quitter leur emploi pour bâtir une petite entreprise, parfois à trois ou quatre. Un dossier à suivre !

Si, au Québec comme ailleurs, les nouvelles technologies ont souvent un effet négatif sur le travail et l'emploi des femmes, il reste que ces technologies s'introduisent de plus en plus dans tous les milieux. Que faire ? Y a-t-il pur déterminisme de la technologie ou n'existe-t-il pas une alternative, tout au moins en termes d'organisation du travail ? Comme le montre bien le film de Sophie Bisson-

nette, certaines femmes ont tenté d'imposer leur vision de l'organisation du travail... mais leur patron peut alors avoir l'impression de perdre le contrôle, ce qui n'est pas particulièrement apprécié !

Quoi qu'il en soit, il semble que de plus en plus de femmes s'intéressent à l'organisation du travail, de leur travail. Elles commencent à s'interroger sur le processus d'introduction des nouvelles techniques et à tenter d'intervenir dans ce processus. De plus en plus d'organismes proposent des stages de formation à l'informatique à l'intention spécifiquement des femmes et ces stages remportent apparemment un grand succès.

La formation professionnelle est d'ailleurs un des champs privilégiés de revendication des femmes au Québec, et ce, d'autant plus dans un contexte de changements technologiques. Déjà, on avait constaté et dénoncé la division sexuelle du travail et de l'emploi. La crise, les restructurations industrielles et les changements technologiques exigent d'autant plus des programmes de formation et de reconversion adéquats. La concentration des femmes dans des cours de formation menant à des métiers traditionnels (exemple : secrétariat, coiffure, etc.), souvent en voie de régression, voire d'extinction dans certains cas, est alors préoccupante. Les femmes commencent à peine à investir des secteurs dits non traditionnels, appuyées en cela par divers groupes comme « Travail non traditionnel » ou « Action travail des femmes » de Montréal, mais encore faudrait-il savoir où seront les « emplois de demain » ce qui n'est pas une mince affaire !

Si la situation de l'emploi des femmes n'est pas particulièrement rose au Québec, où le taux de chômage est toujours supérieur à 10 %, les femmes et le mouvement des femmes ne sont cependant pas passives face à l'introduction des nouvelles technologies. Elles interviennent dans le débat, elles s'interrogent sur l'organisation du travail, elles présentent

des revendications appuyées de recherches solides, bref, elles réfléchissent et elles agissent.

Et, comme le soulignait Céline Saint-Pierre (6), « les nouvelles technologies peuvent constituer une porte d'entrée, pour faire réfléchir les femmes sur leur travail en général », leur travail salarié, son organisation, ses finalités et son articulation avec le travail domestique.

Diane Tremblay

Centre de recherche
en évaluation sociale
des technologies (CREST)
Université du Québec, Montréal

1) Voir surtout les textes produits par Renée Carpentier et Louise Clermont dans le cadre d'une recherche réalisée en 1983, sous la direction de Louise Vandelac.

2) Colette Bernier et al. *Nouvelles technologies et caractéristiques du travail : bilan-synthèse des connaissances*, Montréal, Institut de recherche appliquée sur le travail, mai 1983. Et C. Bernier « Nouvelles technologies : requalification ou déqualification du travail ? », in *Interventions économiques*, n° 12-13, Montréal, Editions A. St Martin, printemps 1984. Action travail des femmes, *Micro-technologies, Méga-chômage*, Montréal, ATF, 1982.

3) Voir notamment, CSN, *Les puces qui piquent nos jobs*, Montréal, CSN, 1982 et CEQ, *Apprivoiser le changement*. Actes du colloque CEQ sur les nouvelles technologies, la division du travail, la formation et l'emploi. Québec, CEQ, 1984, 527 pages.

4) Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec. Rapport de la Commission sur l'informatisation, l'emploi et le travail. Vers la maîtrise sociale du changement technologique. Québec, conférence sur l'électronique et l'informatique, février 1985.

5) Centre de recherche en évaluation sociale des technologies (CREST), dépt. de sociologie, Université du Québec à Montréal. C.P. 8888, succ. A. Montréal (Qué.) H3C 3P8.

6) Entrevue réalisée pour une radio parisienne par le Réseau femmes-informatisation-bureaux, 7 square Albin Cachot 75013 Paris. (Disponible sur cassette).

